

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 35.006/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de l'article 27 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions", a donné le 21 mai 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 35.006/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 maart 2003 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende uitvoering van artikel 27 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen", heeft op 21 mei 2003 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Observations générales

Selon le rapport de la réunion du 27 février 2003 relative au projet d'arrêté royal portant exécution de l'article 27 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, qui est joint à la demande d'avis adressée au Conseil d'Etat, il a été décidé que l'avis de la Commission de la protection de la vie privée serait demandé sur ce texte "parallèlement avec la demande d'avis auprès du Conseil d'Etat".

La notification du Conseil des ministres du 28 février 2003 porte qu'après l'avis du Conseil d'Etat, le projet pourra être soumis à la signature du Chef de l'Etat.

L'avis de la Commission n° 19/2003, donné le 27 mars 2003, soit postérieurement à la notification du Conseil des ministres, préconise cependant d'abandonner l'arrêté en projet, à l'exception d'un nombre limité de dispositions qui seraient insérées dans un autre projet d'arrêté royal, "précisant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement de certains Comités sectoriels institués au sein de la Commission de la protection de la vie privée", projet examiné à la même date par la Commission et qui s'appliquera également au Comité de surveillance visé à l'article 27 de la loi du 16 janvier 2003, précitée.

.../...

Ce second projet d'arrêté, d'une portée plus large (il viserait plusieurs institutions), a été adopté par le Conseil des ministres en date du 9 mai 2003, la notification portant que ce texte serait à nouveau soumis au Conseil des ministres, après avis du Conseil d'Etat, sous le prochain Gouvernement.

Cette situation appelle les observations suivantes :

- 1° la consultation de la Commission, bien que facultative, requiert néanmoins que l'avis donné soit pris en considération par le Conseil des ministres pour éviter toute contestation quant à la régularité de la procédure d'élaboration de l'arrêté présentement examiné;
- 2° si le texte soumis au Conseil d'Etat devait être amendé sur des questions de fond pour tenir compte des observations de la Commission, une nouvelle consultation de la section de législation s'imposerait (sauf extrême urgence dûment motivée dispensant de solliciter à nouveau l'avis du Conseil d'Etat);
- 3° si le texte de portée générale examiné par le Conseil des ministres le 9 mai 2003 devait être adopté par le Roi, l'arrêté présentement examiné serait appelé à disparaître; à moins que les nécessités administratives ne l'imposent, cette méthode doit être évitée.

Il en résulte qu'il serait sans doute préférable de fusionner les deux projets, de les adapter, le cas échéant, aux observations de la Commission, et de compléter ce dispositif par un rapport au Roi exposant la ratio legis des textes, leur fondement juridique et, s'il y a lieu, les raisons de s'écarter de l'avis de la Commission.

C'est sous le bénéfice de ces trois observations et de cette recommandation que sont énoncées les observations particulières qui suivent.

Observations particulières

Préambule

A l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer le visa de l'avis n° 7/2002 du 7 février 2002 de la Commission de la protection de la vie privée par celui de l'avis n° 19/2003 du 27 mars 2003, précité.

Article 1^{er}

Au 1°, on écrira : "... loi du 16 janvier 2003 portant ...".

De l'accord du fonctionnaire délégué, un quarto, rédigé comme suit, sera ajouté :

"4° le service de gestion : le service institué au sein du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, chargé de la gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises, visé à l'article 2, 1° de la loi".

Les articles 9, 15 et 16, devront être adaptés en conséquence.

Dès lors que l'auteur du projet estime nécessaire de définir certaines notions, il convient que ces définitions soient ensuite utilisées dans l'ensemble des dispositions du projet. Cette observation vaut pour les articles 8, 13 et 18.

Article 2

1. Dans le texte français de l'alinéa 1^{er}, il convient d'écrire "les trois membres externes ...,".

2. A l'alinéa 1^{er}, il convient d'insérer les mots ", pour chaque mandat à pourvoir," entre les mots "deux candidats" et le mot "présentée".

.../...

Article 4

Selon l'article 192 de la Constitution, aucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi, laquelle en détermine la formule. A défaut d'habilitation légale donnée au Roi, lui permettant d'imposer une prestation de serment aux membres du Comité de surveillance pour la Banque-Carrefour des entreprises, l'article 4 du projet qui établit la formule du serment n'est pas compatible avec l'article 192 de la Constitution ¹. L'article 4 doit en conséquence être omis. Tout au plus le Roi pourrait-il, compte tenu du silence de la loi à cet égard, désigner l'autorité qui devra recevoir le serment visé à l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative ².

Article 5

En disposant que le Président et les membres du Comité de surveillance ne peuvent être "recherchés, arrêtés, détenus ou jugés à l'occasion des opinions qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent pour remplir leurs fonctions", l'alinéa premier excède manifestement les limites de l'habilitation conférée au Roi par l'article 27 de la loi du 16 janvier 2003, précitée, pour déterminer, d'une part, les conditions et modalités de désignation des membres externes du Comité, et, d'autre part, les modalités de fonctionnement de ce Comité. Cette habilitation ne permet en effet pas au Roi de déroger à des dispositions législatives relatives à la recherche et à la répression des délits par les

(1) Voir dans le même sens, l'avis 32.060/1/V, donné le 6 septembre 2001, sur un projet d'arrêté royal "organisant l'enquête socio-économique générale de l'année 2001"; l'avis 33.293/2, donné le 23 avril 2002, sur un projet d'arrêté royal "relatif au statut des membres de l'organe de contrôle visé à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police".

(2) Voir dans le même sens, l'avis 31.003/3, donné le 27 février 2001, sur un projet d'arrêté royal "portant sur les attributions et la désignation des membres du Département contrôle et surveillance de l'Agence fédérale de contrôle nucléaire chargés de veiller à l'application de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire"; l'avis 22.214/2, donné le 19 avril 1993 sur un projet d'arrêté royal "instaurant l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992".

fonctionnaires de police et par les autorités judiciaires. De telles immunités ne sont par ailleurs pas prévues pour les membres de la Commission de la protection de la vie privée ³ ni pour les membres d'autres comités sectoriels, tel que le Comité sectoriel de la sécurité sociale ⁴. L'alinéa premier de l'article 5 doit être revu.

Article 10, alinéa 3

L'organisation, en cas d'urgence dûment motivée dans la demande d'autorisation, d'une "réunion virtuelle" des membres du Comité de surveillance par le biais d'un site internet sécurisé, ne peut avoir pour effet de porter atteinte à l'effectivité du caractère collégial tant de la délibération des membres du Comité que de leur décision ⁵.

Article 14

En vertu de l'article 27 de la loi du 16 janvier 2003, précitée, le Comité de surveillance est composé, pour moitié, de membres de la Commission de la protection de la vie privée et, pour moitié, de membres externes désignés par la Chambre des représentants.

En vertu de la même disposition, en cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante et celui-ci est obligatoirement un membre de la Commission.

(3) Voir l'article 24, § 6, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement de données à caractère personnel.

(4) Voir les articles 37 et suivants de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, tes qu'ils devraient être remplacés par le projet de loi "modifiant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale en vue d'aménager le statut et d'étendre les compétences de la Commission de la protection de la vie privée" (Doc. 50-1940/007) (Projet devenu semble-t-il la loi du 26 février 2003, non encore publiée).

(5) Voir à ce sujet : C.E., n° 26.775 du 26 juin 1986.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, les équilibres ainsi consacrés par la loi seraient mieux protégés, si l'alinéa 1^{er} de l'article 14 était remplacé par le texte suivant :

"Le Comité délibère valablement si les membres de la Commission, dont le Président ou son remplaçant, et les membres du Comité désignés par la Chambre des Représentants, siègent en nombre égal et sont au moins au nombre de quatre."

Sont ainsi sauvegardés le caractère paritaire de la Commission, le rôle d'arbitre du Président en cas de partage des voix, ainsi que son pouvoir d'évocation, inscrit à l'article 27, alinéa 4, de la loi du 16 janvier 2003, précitée.

Article 15

Cet article prévoit un rapport tenant lieu d'avis technique et juridique du membre du service de gestion de la Banque-Carrefour des Entreprises. A défaut d'un autre fondement légal, cette disposition trouve sa base juridique dans l'article 31bis, § 3, de la loi du 8 décembre 1992, précitée, qui y est introduit par la loi du 26 février 2003, précitée et non encore publiée.

Cette publication est un préalable à l'entrée en vigueur de l'article 15. Celui-ci, ou l'article 19 du projet, qui en règle l'entrée en vigueur, doit être adapté en conséquence.

Articles 16 à 18

Il convient de prévoir que la décision présidentielle d'évoquer un dossier sera communiquée à tous les intéressés et fera l'objet de mesures de publicité équivalentes à celles des avis et des autorisations donnés par le Comité. La même remarque vaut pour la suite réservée aux décisions d'évocation. Plus généralement, c'est la procédure d'évocation qui doit être organisée de façon plus précise.

.../...

Article 16

En son alinéa 1^{er}, cette disposition prévoit que "les avis et autorisations du Comité sont motivés".

Il n'y a cependant pas lieu de viser les autorisations, car l'obligation de motivation de ces actes administratifs résulte directement de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

En son alinéa 2, l'article 16 prévoit qu'une copie de chaque avis du Comité de surveillance est transmise au Ministre de l'Economie. Cette obligation résulte de l'économie des articles 6, 18 et 20 de la loi du 16 janvier 2003, précitée. Cet alinéa peut dès lors être omis sans inconvénient.

Article 19

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 15.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Algemene opmerkingen

Luidens het verslag van de vergadering van 27 februari 2003 betreffende het ontwerp van koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 27 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, welk verslag gevoegd is bij de aan de Raad van State gerichte adviesaanvraag, is besloten dat met betrekking tot dat ontwerp om het advies zou worden verzocht van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer "in parallel met de adviesaanvraag bij de Raad van State".

In de kennisgeving van de Ministerraad van 28 februari 2003 staat vermeld dat het ontwerp na advies van de Raad van State ter ondertekening mag worden voorgelegd aan het Staatshoofd.

In het advies van de commissie nr. 19/2003, gegeven op 27 maart 2003, dit is na de kennisgeving van de Ministerraad, wordt evenwel aanbevolen af te zien van het ontworpen besluit, met uitzondering van een beperkt aantal bepalingen die zouden worden opgenomen in een ander ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de nadere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van bepaalde sectorale comités opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer", welk ontwerp op dezelfde datum is onderzocht door de Commissie en eveneens van toepassing zal zijn op het Toezichtscomité waarvan sprake is in artikel 27 van de voormelde wet van 16 januari 2003.

.../...

Dit tweede ontwerpbesluit, dat een ruimere strekking heeft (het zou slaan op verscheidene instellingen) is op 9 mei 2003 goedgekeurd door de Ministerraad, waarbij in de kennisgeving wordt vermeld dat deze tekst, na advies van de Raad van State, wederom zou worden voorgelegd aan de Ministerraad, onder de volgende Regering.

Deze situatie geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

- 1° hoewel het raadplegen van de Commissie facultatief is, vereist ze niettemin dat met het gegeven advies door de Ministerraad rekening wordt gehouden om elke betwisting te voorkomen in verband met de regelmatigheid van de procedure die gevolgd wordt bij het opstellen van het voorliggende ontwerp;
- 2° mocht de aan de Raad van State voorgelegde tekst worden geamendeerd op fundamentele punten om rekening te houden met het advies van de Commissie, zou de afdeling Wetgeving wederom moeten worden geraadpleegd (behoudens onder aanvoering van behoorlijk gemotiveerde uiterst dringende noodzakelijkheid op grond waarvan de Raad van State niet opnieuw om advies hoeft te worden verzocht);
- 3° mocht de door de Ministerraad van 9 mei 2003 onderzochte tekst met algemene strekking door de Koning worden goedgekeurd, zou het voorliggende ontwerp moeten verdwijnen; tenzij noden van bestuur daartoe nopen, moet deze werkwijze worden vermeden.

Daaruit blijkt dat het wellicht verkieslijk zou zijn beide ontwerpen samen te voegen en ze in voorkomend geval aan te passen aan de opmerkingen van de Commissie en dit dispositief aan te vullen met een verslag aan de Koning waarin de ratio legis van de teksten, de rechtsgrond ervan en, in voorkomend geval, de redenen waarom wordt afgeweken van het advies van de Commissie worden uiteengezet.

Het is onder voorbehoud van deze drie opmerkingen en van deze aanbeveling dat de volgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het derde lid dient de verwijzing naar advies nr. 7/2002 van 7 februari 2002 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer vervangen te worden door de verwijzing naar het voormelde advies nr. 19/2003 van 27 maart 2003.

In onderdeel 1° schrijve men : "... de wet van 16 januari 2003 tot ..."

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat een 4° dient te worden toegevoegd, luidende :

"4° de beheersdienst: de dienst, opgericht binnen de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie, belast met het beheer van de Kruispuntbank van Ondernemingen, bedoeld in artikel 2, 1°, van de wet".

De artikelen 9, 15 en 16 moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

Aangezien de steller van het ontwerp het noodzakelijk acht bepaalde begrippen te omschrijven, behoren deze definities vervolgens te worden gebruikt in alle bepalingen van het ontwerp. Deze opmerking geldt voor de artikelen 8, 13 en 18.

Artikel 2

1. In de Franse tekst van het eerste lid schrijve men "Les trois membres externes ..., ".

2. Aan het slot van het eerste lid dienen de woorden "voor elk te verlenen mandaat" te worden toegevoegd.

Artikel 4

Volgens artikel 192 van de Grondwet kan geen eed worden opgelegd dan krachtens de wet en stelt deze de formule vast. Bij ontstentenis van een door de wet aan de Koning, verleende machtiging, op grond waarvan Hij de leden van het Toezichtscomité voor de Kruispuntbank van de Ondernemingen kan verplichten de eed af te leggen, is artikel 4 van het ontwerp, dat de formule van de eed vaststelt, niet bestaanbaar met artikel 192 van de Grondwet ¹. Artikel 4 moet bijgevolg vervallen. Hoogstens zou de Koning, rekening houdend met het stilzwijgen van de wet in dat opzicht, de overheid kunnen aanwijzen die de eed zal moeten afnemen waarvan sprake is in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang van de grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie ².

Artikel 5

Door te bepalen dat de voorzitter en de leden van het Toezichtscomité niet kunnen worden "opgespoord, aangehouden, vastgehouden of berecht voor meningen die zij uiten of daden die zij stellen bij het vervullen van hun ambt", overschrijdt het eerste lid kennelijk de grenzen van de aan de Koning bij artikel 27 van de voormelde wet van 16 januari 2003 verleende bevoegdheid om enerzijds de voorwaarden en nadere regels te bepalen voor het aanwijzen van de externe leden van het Comité en anderzijds de nadere regels voor de werkwijze van dat Comité. Op grond van deze machtiging mag de Koning immers niet afwijken van wetsbepalingen betreffende het opsporen en het bestraffen van

(1) Zie in dezelfde zin advies 32.060/1/V, gegeven op 6 september 2001, over een ontwerp van koninklijk besluit "tot organisatie van de algemene socio-economische enquête van het jaar 2001"; advies 33.293/2, gegeven op 23 april 2002, over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het statuut van de leden van het controleorgaan bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt".

(2) Zie in dezelfde zin advies 31.003/3, gegeven op 27 februari 2001, over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de bevoegdheden en de aanduiding van de leden van het departement toezicht en controle van het Federaal Agentschap voor nucleaire controle belast met het toezicht op de naleving van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortvloeiende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor nucleaire controle"; advies 22.214/2, gegeven op 19 april 1993 over een ontwerp van koninklijk besluit "tot invoering van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992".

strafbare feiten door politieambtenaren en gerechtelijke overheden. In zulke immuniteiten wordt bovendien niet voorzien voor de leden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer³, noch voor de leden van andere sectorale comités, zoals het sectoraal comité van de sociale zekerheid⁴. Het eerste lid van artikel 5 moet worden herzien.

Artikel 10, derde lid

De organisatie, in geval van dringende noodzakelijkheid, die in het verzoek om machtiging behoorlijk wordt gemotiveerd, van een "virtuele vergadering" van de leden van het Toezichtscomité via een beveiligde internetsite, mag niet tot gevolg hebben dat afbreuk wordt gedaan aan de omstandigheid dat zowel de beraadslaging als de beslissing van de leden van het Comité daadwerkelijk collegiaal moet geschieden⁵.

Artikel 14

Krachtens artikel 27 van de voormelde wet van 16 januari 2003 is het Toezichtscomité voor de helft samengesteld uit leden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en voor de helft uit externe leden aangewezen door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

(3) Zie artikel 24, § 6, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

(4) Zie de artikelen 37 en volgende van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, zoals zij zouden moeten worden vervangen bij het ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid tot aanpassing van het statuut van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en tot uitbreiding van haar bevoegdheden" (Gedr. St. Kamer, zitting 2002-2003, nr. 50, 1940/007) (ontwerp dat naar het zich laat aanzien ontstaan heeft gegeven aan de wet van 26 februari 2003, nog niet bekendgemaakt).

(5) Zie in dat verband: RvS, nr. 26.775 van 26 juni 1986.

Krachtens dezelfde bepaling is bij staking van stemmen de stem van de voorzitter beslissend, en die voorzitter moet een lid van de Commissie zijn.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de aldus bij de wet vastgelegde verhoudingen beter beschermd zouden worden als het eerste lid van artikel 14 wordt vervangen door de volgende tekst :

"De beraadslaging van het Comité is geldig als evenveel leden van de Commissie, onder wie de voorzitter of diens plaatsvervanger, als door de Kamer van volksvertegenwoordigers aangewezen leden van het Comité zitting houden en als ze ten minste vier in getal zijn."

Op die wijze worden het paritaire karakter van de Commissie, de rol van de voorzitter als scheidsman bij staking van stemmen, alsmede zijn evocatierecht, vervat in artikel 27, vierde lid, van de voormelde wet van 16 januari 2003, veilig gesteld.

Artikel 15

Dit artikel voorziet in een verslag van het lid van de beheersdienst van de Kruispuntbank van Ondernemingen, dat geldt als technisch en juridisch advies. Bij ontstentenis van een andere rechtsgrond, ontleent deze bepaling haar rechtsgrond aan artikel 31bis, § 3, van de voormelde wet van 8 december 1992, dat erin is opgenomen bij de voormelde wet van 26 februari 2003 die nog niet is bekendgemaakt.

Deze bekendmaking is een voorwaarde voor de inwerkingtreding van artikel 15. Dit artikel, of artikel 19 van het ontwerp, dat de inwerkingtreding regelt, moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikelen 16 tot 18

Er dient te worden bepaald dat de beslissing van de voorzitter om een dossier voor de Commissie te brengen, moet worden meegedeeld aan alle belanghebbenden en aanleiding geeft tot dezelfde maatregelen van bekendmaking als die welke gelden voor de door het Comité verleende adviezen en machtigingen. Dezelfde opmerking geldt voor

.../...

het gevolg dat gegeven wordt aan de evocatiebeslissingen. Meer algemeen gesteld is het de evocatieprocedure die zorgvuldiger moet worden georganiseerd.

Artikel 16

Het eerste lid van deze bepaling luidt :

"De adviezen en de machtigingen van het Comité worden met redenen omkleed".

Er hoeft evenwel niet te worden verwezen naar de machtigingen, daar de verplichting tot motivering van die administratieve handelingen rechtstreeks resulteert uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Het tweede lid van artikel 16 bepaalt dat een afschrift van elk advies van het Toezichtscomité wordt toegezonden aan de Minister van Economie. Deze verplichting vloeit voort uit de strekking van de artikelen 6, 18 en 20 van de voormelde wet van 16 januari 2003. Dit lid mag bijgevolg zonder bezwaar vervallen.

Artikel 19

Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 15.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Monsieur
de Heer

F. DEHOUSSE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. M. JOASSART, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS